



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

ARRETE PREFECTORAL
PORTANT PRESCRIPTIONS PARTICULIERES A DECLARATION EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT RELATIVES AU SYSTEME
D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DE FREVENT
SITUE SUR LA COMMUNE DE LIGNY-SUR-CANCHE

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Vu la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (Directive ERU) ;

Vu la directive 2000/60 du 23 octobre 2000 (Directive Cadre sur l'Eau) ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment les chapitres IV des titres premiers de ses livres II pour les parties législatives et réglementaires ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le décret 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jour de DBO₅ ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Artois-Picardie approuvé le 23 novembre 2015 ;

Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 11 janvier 2018 nommant Monsieur Denis DELCOUR, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer à compter du 15 janvier 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier 2018 accordant délégation de signature à Monsieur Denis DELCOUR en qualité de Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, et prévoyant que Monsieur DELCOUR peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité ;

Vu la décision en date du 15 janvier 2018 de Monsieur Denis DELCOUR, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, accordant subdélégation de signature aux agents placés sous son autorité ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la Commune de FREVENT pour le renouvellement du système d'assainissement et de traitement des eaux usées de l'agglomération de FREVENT, enregistré sous le numéro 62-2015-00077 et reçu complet le 3 novembre 2016 ;

Vu l'accusé de réception du dossier de déclaration initial délivré le 21 mai 2015 ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 22 novembre 2016 ;

Vu l'arrêté interdépartemental en date du 30 août 2016 portant création de la Communauté de Communes issue de la fusion des Communautés de Communes de l'Auxillois, de la Région de Frévent, du Pernois et des Vertes Collines du Saint-Polois ;

Vu l'arrêté interdépartemental du 30 décembre 2016 fixant les compétences de la Communauté de Communes du Ternois ;

Vu l'arrêté interdépartemental en date du 4 juillet 2017 relatif à la modification des compétences de la Communauté de Communes du Ternois ;

Vu le courrier de la Communauté de Communes du Ternois en date du 13 novembre 2018 relatif au suivi bactériologique des eaux traitées du système d'assainissement de FREVENT ;

Vu la réponse du service de police de l'eau en date du 19 décembre 2018 ;

Vu le courrier de la Communauté de Communes du Ternois en date du 22 mai 2019 portant sur le choix du critère de conformité par temps de pluie du système d'assainissement de FREVENT ;

Vu le porter à connaissance du pétitionnaire sur le projet d'arrêté de prescriptions particulières en date du 13 août 2019 ;

Vu la réponse du pétitionnaire du 30 août 201 ;

CONSIDERANT que la déclaration de la Commune de FREVENT visée ci-dessus porte sur un système d'assainissement concourant à la collecte et au traitement des eaux usées issues des agglomérations d'assainissement de FREVENT et LIGNY-SUR-CANCHE ;

CONSIDERANT que la Communauté de Communes du Ternois est maître d'ouvrage du système d'assainissement de FREVENT ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer des prescriptions de nature à assurer un niveau de protection des eaux de surface suffisant ;

CONSIDERANT qu'il convient de satisfaire aux valeurs de rejets imposées par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDERANT que les dispositions relatives à l'autosurveillance du système d'assainissement et du milieu récepteur doivent être renforcées ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRETE

Article 1 – Objet de la Déclaration

Est déclaré, dans les conditions fixées par le présent arrêté et dans le respect des objectifs retenus, l'ensemble du système d'assainissement concourant à la collecte et au traitement des eaux usées issues des agglomérations d'assainissement de FREVENT ET LIGNY-SUR-CANCHE conformément aux dispositions présentées dans le dossier de déclaration déposé le 7 décembre 2015 par Monsieur le Maire de la Commune de FREVENT, sise au 8 Place Jean Jaurès à FREVENT (62270).

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation du système d'assainissement d'une capacité de 350 kg/j de DBO₅ sur la commune de LIGNY-SUR-CANCHE, parcelles cadastrées n°000 G 168, 163 et 166 devront respecter les dispositions présentées dans le dossier de déclaration déposé par M. le Maire de la Commune de FREVENT.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i>
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales : Supérieure à 12 kg/j de DBO ₅ , mais inférieure ou égale à 600 kg/j de DBO ₅ (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié
2.1.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier : Supérieur à 12 kg/j de DBO ₅ , mais inférieur ou égal à 600 kg/j de DBO ₅ (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'Environnement.

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Article 2 – Caractéristiques techniques du système d'assainissement

Le système de traitement est de type boues activées avec aération prolongée.

Les charges de dimensionnement sont les suivantes :

Débit de pointe horaire	80 m ³ /j
Débit de référence	Percentile 95 (*)

(*) *Percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (au déversoir en tête de station) selon la définition de l'article 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif.*

Paramètres	Charges polluantes de référence (Kg/j)
DBO ₅	350
DCO	700
MeS	500
NTK	72
Phosphore total	24

Article 3 – Conditions techniques imposées à l'unité de traitement

Les concentrations maximales de l'eau rejetée en sortie de station doivent respecter les seuils suivants (en rendement ou en concentration) :

Paramètres	Concentrations maximales sur les échantillons moyens journaliers	Rendement minimum
DBO ₅	25 mg/l	80 %
DCO	125 mg/l	75 %
MeS	35 mg/l	90 %
Azote Global NGL (*) (**)	15 mg/l	70 %
N-NH ₄ ⁺	5 mg/l	-
Phosphore total (*)	2 mg/l	80 %

(*) en moyenne annuelle

(**) ces exigences se réfèrent à une température de l'eau du bassin biologique de la station d'au moins 12°C.

Le traitement de désinfection bactériologique devra être opérationnel durant toute l'année. Les niveaux de rejets exigés en aval du système de traitement de désinfection seront les suivants :

Concentrations maximales admissibles :

- 1.10^2 Escherichia Coli / 100 ml 100 % du temps ;
- 1.10^2 Entérocoques / 100 ml 100 % du temps ;

Au point de rejet dans le milieu récepteur, les effluents devront respecter les caractéristiques suivantes :

- une température ne dépassant pas 25°C ;
- un pH compris entre 6 et 8,5 ;
- une couleur ne provoquant pas de coloration visible du milieu ;
- être inodores et non susceptibles de fermentation ;
- ne pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction de la flore et de la faune aquatique.

Article 4 - Prescriptions au niveau du rejet au milieu récepteur

Le rejet aura lieu dans la Canche. Toutes les dispositions constructives seront prises afin d'éviter des érosions de berge ainsi qu'une modification de l'écoulement par l'ouvrage de rejet.

L'accès sera assuré en permanence et les berges entretenues afin de permettre au service de police des eaux d'assurer les contrôles inopinés sur le rejet et le milieu naturel.

Article 5 - Autosurveillance relative à l'unité de traitement

Le contrôle portera sur des échantillons moyens 24 heures asservis au débit. La fréquence des mesures sera la suivante :

Paramètre	Fréquence de mesure (nombre de jours par an)	Nombre maximal d'échantillons non conformes
Débit	365	-
pH	12	2
MeS	12	2
DBO ₅	12	2
DCO	12	2
NTK	4	1
NH ₄ ⁺	4	1
NO ₂	4	1
NO ₃	4	1
Ptot	4	1
Température	12	-
E.Coli (*)	4	1
Entérocoques (*)	4	1

(*) l'analyse est réalisée sur un échantillon ponctuel.

Toutefois, les paramètres devront respecter les seuils rédhitoires ci-dessous en moyenne journalière :

Paramètre	Concentrations
MeS	85 mg/l
DBO ₅	50 mg/l
DCO	250 mg/l

Article 6 - Autosurveillance relative au déversoir d'orage sur le système de collecte

Le déversoir d'orage dénommé « Abattoir » situé rue du stade dont la charge transitée est supérieure à 120 kg de DBO₅ est situé sur le système de collecte et est autosurveillé selon les prescriptions minimales suivantes :

Déversoirs d'orage situés sur un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec comprise entre 120 et 600 kg par jour :

- Périodes de déversement : Estimation
- Débit rejeté : Estimation

Article 7 - Critère de conformité du système de collecte par temps de pluie

Le critère de conformité du système de collecte de l'agglomération d'assainissement de FREVENT est le suivant :

- les rejets par temps de pluie représentent moins de **5 % des volumes d'eaux usées** produits par l'agglomération d'assainissement durant l'année.

Ce critère sera utilisé par les services en charge de la Police de l'Eau pour statuer sur la conformité annuelle du système de collecte. Les données sont issues de l'autosurveillance des points réglementaires A1 (déversoirs d'orages ou trop-plein du système de collecte).

Les volumes d'eaux usées produits par l'agglomération pendant la période considérée sont calculés en totalisant les volumes déversés durant cette période au niveau des déversoirs d'orages soumis à autosurveillance (points A1), au niveau du déversoir de tête de station (point A2) et entrant en station (point A3).

Ainsi, le système de collecte de l'agglomération d'assainissement sera jugé « Conforme » si :

$$\frac{\sum \text{volumes au niveau des A1}}{\sum \text{volumes au niveau des A1 et A2 et A3}} * 100 \leq 5$$

Afin de prendre en compte la variabilité interannuelle de la pluviométrie, cette analyse sera menée chaque année sur la base des 5 dernières années de données d'autosurveillance (moyenne glissante).

Article 8 - Événements exceptionnels

L'exploitant doit communiquer au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie tout incident de fonctionnement des installations susceptible d'avoir un impact sur le milieu récepteur et mettre en œuvre, sans délai, les moyens nécessaires au retour à une situation normale.

Toutes les dispositions doivent être prises pour que les pannes n'entraînent pas de risque pour le personnel et affectent le moins possible la qualité du traitement des eaux.

Des dispositions de surveillance renforcées doivent être prises par l'exploitant, lorsque des circonstances particulières ne permettent pas d'assurer la collecte ou le traitement complet des effluents. Il en est ainsi notamment en cas d'accidents ou d'incidents sur la station ou de travaux sur le réseau.

L'exploitant doit estimer le flux de matières polluantes rejeté au milieu dans ces conditions et évaluer son impact sur le milieu récepteur. Cette évaluation porte au minimum sur le débit, la DCO, les MES, l'azote ammoniacal et l'oxygène dissous aux points de rejet dans le milieu récepteur.

Un compte rendu d'intervention devra être rédigé et fourni au service de police de l'eau comportant a minima les données suivantes : période concernée, consistance de l'opération ou de la modification, caractéristiques des déversements (flux, charge), respect des engagements, impact sur le milieu récepteur et synthèse des mesures compensatoires effectives.

Le personnel doit avoir reçu une formation adéquate lui permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station d'épuration.

Article 9 – Information du service en charge de la police de l'eau

Le service chargé de la police de l'eau du système d'assainissement de FREVENT est la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du PAS-DE-CALAIS.

Le programme annuel de mesures est adressé avant le 1^{er} décembre de l'année précédente au service de police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Les résultats d'autosurveillance des systèmes de collecte et de la station d'épuration sont transmis mensuellement et dans un délai d'un mois à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et au service de police de l'eau, via l'application VERSEAU.

La transmission doit se faire au format SANDRE.

Un bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement est adressé avant le 1^{er} mars de l'année suivante au service de police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et comprendra entre autres :

- l'évolution du taux de raccordement,
- les autorisations de déversement,
- les principaux travaux réalisés sur le système d'assainissement,
- les principaux travaux à réaliser.

Un registre comportant l'ensemble des informations exigées par le présent article sera mis à la disposition du service de police de l'eau et de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et conservé pour une période d'au moins 5 ans.

Article 10 – Modifications

Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux évolutions de la réglementation.

Le pétitionnaire informera préalablement le Préfet de toute modification des données initiales mentionnées dans le dossier de déclaration, conformément à l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, qui engendrerait notamment :

- l'augmentation des débits et/ou charges à traiter,
- l'évolution de la filière de traitement des eaux,
- l'évolution de la quantité ou de la qualité des boues ou sous produits.

Le préfet pourra également, à tout moment, imposer de nouvelles prescriptions sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement.

Article 11– Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense pas du respect des autres réglementations.

Article 13 – Publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de FREVENT et LIGNY-SUR-CANCHE pendant une durée minimum d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. les Maires de chaque commune.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture du Pas-de-Calais pour une durée minimale de six mois.

Article 14 – Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairies de FREVENT et LIGNY-SUR-CANCHE.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 15 – Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Président de la Communauté de Communes du Ternois et dont copie sera adressée aux personnes ci-dessous mentionnées :

- Messieurs les Maires de FREVENT et LIGNY-SUR-CANCHE ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais (SDE/GUPE) ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois Picardie ;
- Monsieur le Président de la CLE du SAGE de la Canche.

ARRAS, le 09 SEP. 2019

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
et par subdélégation,

Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY

